faite d'aucune personne ou personnes quelconque, et duement servi à l'Office du Secrétaire de ladite Compagnie pour le tems d'alors, soit contre la dite Compagnie en son nom collectif, ou contre le Président ou Vice-Président, ou aucun Directeur ou Directeurs ou autre Officier ou Officiers de ladite Compagnie pour le tems d'alors, pour ou en considération d'aucune action, réclamation ou demande alléguée contre ladite Compagnie, fera, à tems, répondu par tel Président, Directeur ou Directeurs, Officier ou Officiers de ladite Compagnie, devenu défendeur ou défendeurs en vertu de tel Writ dans telle action, (à moins qu'elle ne soit arrangée hors de Cour,) sans alléguer qu'il y a d'autres Propriétaires ou un autre propriétaire dans ou deladite Compagnie; non Plus que la nécessité de mettre partie dans ou à telle action tel autre propriétaire ou propriétaires de ladite Compagnie; mais les défenses se feront devant telle Cour, de manière à ce que la cause soit plaidée et jugée sur son vraie mérite.—Et que tout ordre, jugement, sentence et décret donné, rendu ou prononcé dans aucune telle Cour sur telles actions, réclamations ou demandes ainsi poursuivies comme susdit sera regardée comme liant également tout et chacun les possesseurs et propriétaires dans le et du Fonds Réuni de ladite Compagnie, au prorata du et n'excédant pas le montant de leurs parts respectives en icelle.

Art. 16.—Et il est de plus par ces présentes stipulé et convenu que pour la plus grande sûreté et sauvegarde de tous les argent, or, billets, autorités, records et autres effets précieux appartenans à ladite Compagnie; les voûtes, caiffes ou autres places de sûreté destinées à déposer, renfermer et mettre en sûreté ledit or, argent, billets, autorités, records ou autre propriété de prix

Jugements.

Argent comptant, &c.

Comment mis en sûreté.